Réforme de la politique vaccinale : des recommandations encourageantes

Le 12 janvier 2016, Marisol Touraine a présenté un plan d'action pour la rénovation de la politique vaccinale, basé sur les recommandations formulées par la sénatrice Sandrine Hurel. La distinction entre les vaccins actuellement obligatoires et ceux recommandés a été fortement remise en cause, jugée de rendre la politique vaccinale difficilement lisible. Un des objectifs de ce plan est de renforcer la confiance des Français dans la vaccination, en répondant de façon transparente à leurs inquiétudes et préoccupations. Le comité d'orientation co-présidé par le Pr Fischer et Claude Rambaud (Collectif Interassociatif sur la santé) a rendu ses conclusions le 30 novembre ([lien vers le rapport](#)).

Le comité envisage dans un premier temps d'élargir l'obligation vaccinale à l'essentiel des vaccinations aujourd'hui obligatoires ou recommandées pour les enfants (sauf le papillomavirus) avec une clause d'exemption pour les parents qui s'y opposeraient du fait de leurs convictions. L'objectif à terme d'une levée générale de l'obligation vaccinale est maintenu, l'idée consistant à se donner un temps pour améliorer le niveau d'information des différents publics.

Sos Hépatites a largement contribué à ces travaux, notamment via la participation de Carmen Hadey. Nous avons porté des revendications spécifiques concernant l'universalité et la gratuité de la vaccination, la place du vaccin contre l'hépatite B dans la stratégie vaccinale, l'amélioration des connaissances de la population en s'appuyant sur des moments clés des parcours de vie (naissance, grossesse, journée d'information citoyenne), l'accent nécessaire sur des populations spécifiques (âgées, immunodéprimées, atteints de maladies chroniques, en situation de précarité). Le rapport de recommandations du comité d'orientation reprend nombre de ces propositions ; nous nous en félicitons.

Certains points méritent encore d'être clarifiés notamment la stratégie de rattrapage de certaines populations. La possibilité de dosage des Anticorps mérite également d'être développée. Nos actions d'informations nous montrent que de nombreuses personnes et surtout les jeunes renoncent à se faire vacciner du fait qu'elles ne connaissent pas ou plus leur statut vaccinal. Il est impératif, pour lever ces réticences, d'informer ces personnes qu'un dosage d'anticorps peut répondre à leurs interrogations, notamment concernant la vaccination contre l'hépatite B. Cette étape est aujourd'hui nécessaire pour faire face à la défiance actuelle vis-à-vis de la vaccination. La possibilité offerte à chacun de connaître son statut vaccinal est également indispensable pour débiter la bonne mise en œuvre du carnet électronique de vaccination qui constitue une autre recommandation du comité.

Nous demandons désormais des avancées rapides et concrètes. La prochaine semaine de la vaccination, en avril prochain, traditionnellement oubliée par les pouvoirs publics, pourra constituer un temps fort de mobilisation.